

Crise du logement**Entre occupation anarchique et aveu d'incompétence du gouvernement****Charlotte Andouckas**

Ce fut la grande déception de son précédent mandat. Aujourd'hui, c'est l'une des plus grandes crises du début de son septennat volé. Ali Bongo peine à trouver une solution à la crise du logement dans notre pays. Les logements sociaux construits à Bikélé et Angondjé, censés pallier la crise du logement, s'avèrent être de véritables serpents de mer dont plus personne ne sait comment en sortir.

En effet, au lancement officiel du dépôt des dossiers d'acquisition des logements sociaux, de nombreux Gabonais ont couru, croyant à la chance d'être enfin logés décemment. « Faux ! Beaucoup ont mis auprès des autorités en charge de ce dossier. Les logements avaient déjà été attribués aux proches, amis et copains. Ils ont voulu faire croire qu'il y avait tirage au sort. Certainement sur 20 logements restants, car je sais que nous sommes nombreux qui avons bénéficié du bon positionnement des parents », nous informe Patrick Nguema, bénéficiaire à la cité de l'égalité des chances d'Alhambra.

Devant cette inégalité très flagrante, la mascarade que représentait le tirage au sort, les populations ont décidé de séquestrer les maisons déjà attribuées par la Société nationale du logement social (SNLS) à d'autres personnes. « Ce sont eux-mêmes qui

nous ont parlé d'égalité des chances, nous instruit Paul Emane Nzoghé. Pourquoi doit-on avoir dans un pays, des gens bien logés, bien nourris, bien traités et les autres condamnés à trépigner dans la misère absolue ? Est-ce cela la valeur de l'égalité des chances ? Ma petite famille et moi errions comme des clochards dans Libreville après que l'Oprag m'a obligé au chômage. J'avais découvert une belle maison dont les travaux étaient abandonnés par l'Etat. C'est alors que j'avais décidé de m'y installer, puisque l'Etat est le garant de mon bien-être. Où est le péché ? ».

Comme Paul Emane Nzoghé, il y a plusieurs Gabonais dans ce cas. Ce mouvement a été inspiré, selon nos sources, par les populations qui squattent les locaux du Ciciba. Que peut-on bien reprocher à ces citoyens quand l'Etat fait des promesses, agit en toute inégalité en appliquant la règle du favoritisme ? Cependant, pendant que de nombreuses familles gabonaises squattent ces logements inachevés au prétexte de se mettre à l'abri, d'autres, qui ont démarché auprès du ministère de l'Habitat et de la CNLS s'impatientent qu'Ali Bongo et ses hommes trouvent urgemment des réponses à leur attente.

Ainsi, des Gabonais fonctionnaires ou Gabonais économiquement faibles se rendent constamment au ministère de l'Habitat et du Logement



Ali Bongo, devant les populations, perçoit-il toute l'étendue de son échec en matière d'habitat ?

pour revendiquer leur droit, puisque leurs dossiers, déposés et sélectionnés le 22 janvier 2016 lors du tirage au sort, attendent de se voir octroyer un logement.

Bruno Ben Moubamba dans la merde

A peine nommé au poste de vice-Premier ministre chargé de l'Habitat et du Logement, le champion de la grève de la faim, Bruno Ben Moubamba, se trouve dans une situation dont il n'a aucune maîtrise.

Parce qu'il faut déguerpir ceux qui occupent les logements sans l'avis de l'Etat, et donc illégalement, et qui disent « où veulent-ils qu'on aille ?

maisons coûte que coûte. Ils doivent se débrouiller ». Le dilemme est difficile à trancher.

Faisant un tour aux locaux du ministère de l'Habitat et du Logement, le 26 octobre dernier, nous avons surpris un grand attroupement d'hommes et de femmes réunis au couloir qui mène directement au bureau de Bruno Ben Moubamba. Interrogée, l'une des plaignantes, Madame Mboundou Colette, s'est exprimée en ces termes : « nous venons réclamer nos titres de cession en tant qu'ayants-droit. Depuis le 22 janvier 2016, nous remarquons que l'Habitat et la SNLS sont en train de nous envoyer balader. Ils nous avaient été dit que la deuxième vague d'ayants-droit rentrerait en possession de leur clé en février et la troisième en mars, d'autant plus que la première s'est installée en janvier. S'appuyant sur le traitement des

dossiers, ils nous ont dit qu'en juillet, au plus tard, c'est-à-dire avant l'élection présidentielle passée, nous serons dans nos maisons. Mais, depuis lors, rien n'est fait. Nous avons pourtant été tirés au sort. Nous sommes actuellement plus de 225 personnes dans ce cas ».

Sorti de son bureau avec une cohorte de gardes du corps inutiles, Bruno Ben Moubamba a dit clairement qu'il ne connaissait pas ça. « Je ne m'occupe pas des problèmes dont je ne sais ni la tête ni la queue. Je viens d'arriver et j'ai trouvé le ministère dans un foutoir que je suis d'abord censé nettoyer. Je ne suis pas venu ici pour m'enrichir ou faire de la magouille. Je ne suis pas un menteur et vous me connaissez. Accordez-moi d'ici fin novembre et je vous ferai rentrer dans vos maisons ». Fin du film ! Non, la suite dans nos prochains numéros.

Chaos à la Poste SA**Entre crise de liquidités bancaires et calvaire des fonctionnaires**

Au Gabon, la crise de la liquidité bancaire a un nom : Postebank. Les victimes aussi : les fonctionnaires gabonais ! Plusieurs jours après le virement des salaires le 25 octobre dernier, les échos des pleurs continuent de résonner dans tout le pays.